

Que faire?

Chers amis, cette rentrée intervient dans un contexte politique difficile pour nous, et nous pourrions tous être tentés de nous replier sur nos préoccupations quotidiennes en attendant la prochaine élection présidentielle en 2022.

Pourtant, ce serait une erreur de nous endormir, pour deux raisons:

-D'abord, la présidence Macron ne sera probablement pas un long fleuve tranquille.

En effet, il est tout à fait possible, et je crois même probable, qu'une crise financière comme nous en avons connu depuis 2007 finisse par provoquer l'éclatement de la zone euro avant la fin du quinquennat.

Dans cette hypothèse, Mr Macron pourrait être amené à mettre fin à ses fonctions plus tôt que prévu, et nous devons donc être prêts à présenter un projet alternatif dans tous les domaines, donc notamment pour l'Ecole et pour l'Université.

- La deuxième raison de ne pas nous endormir, c'est qu'il nous faut convaincre une majorité de Français de notre capacité, non seulement à gérer - ou plutôt à redresser - le système éducatif, mais aussi à contribuer à la cohésion nationale et à la lutte contre le chômage.

Tout cela constitue un vaste programme qui nécessite d'élaborer un projet plus structuré et plus détaillé que nos propositions actuelles. En particulier, il faudra établir un calendrier de mise en oeuvre et un chiffrage des coûts financiers.

En résumé, nous devons nous préparer à exercer les responsabilités gouvernementales dans le domaine de l'Ecole et de l'Université, et pour exercer ces responsabilités, il faudra d'abord convaincre les Français que nous en sommes capables en présentant un projet structuré et lisible.

Alors, pour atteindre ces deux objectifs: nous préparer et convaincre, que devons-nous faire?

Bien sûr, il ne faudra pas cesser d'apporter notre témoignage sur l'état dans lequel se trouvent l'Ecole et l'Université, mais aussi sur des faits comme ceux qui ont été évoqués tout à l'heure, car ils sont révélateurs des menaces qui pèsent de plus en plus sur le pluralisme des opinions, et donc sur la liberté.

A ce propos, je voudrais dire un mot sur la propagande qui se développe dans les établissements scolaires, soit du fait d'associations prétendument éducatives, soit directement du fait d'enseignants soutenus et même encouragés par la hiérarchie.

En particulier, pendant la campagne présidentielle, nous avons reçu un nombre significatif de témoignages de parents scandalisés par la propagande à laquelle sont soumis leurs enfants.

Jules Ferry doit se retourner dans sa tombe, lui qui écrivait aux instituteurs en 1883: "Demandez-vous si un père de famille, je dis un seul, présent à votre classe et vous écoutant, pourrait de bonne foi refuser son assentiment à ce qu'il vous entendrait dire. Si oui, abstenez-vous de le dire."

Alors, à chaque fois que cela est possible sans mettre en danger les lanceurs d'alerte, il faut témoigner sur notre site ou bien dans la "Lettre du Collectif".

Par exemple, en février dernier nous avons publié un article sur le site du Collectif de Gironde concernant les interventions en milieu scolaire d'une association nommée "Femmes solidaires".

Je vous cite un extrait de la prose de cette association: "le Front national arrive en tête dans notre pays. Femmes solidaires s'oppose à la propagation des idées racistes, xénophobes, antisémites, homophobes", etc...

Malheureusement, lorsque nous publions un article, il y en a plusieurs que nous ne pouvons pas publier, car cela mettrait en danger les collègues qui nous font remonter les informations.

Ces témoignages quotidiens sur le fonctionnement du "système éducatif" - ou plutôt sur ses dysfonctionnements - sont utiles et nécessaires. Mais comme je le disais tout à l'heure notre tâche principale est d'élaborer un projet de gouvernement dans le domaine de l'Ecole et de l'Université qui s'inscrive dans un projet global de redressement de notre pays.

Ce projet pour l'Ecole doit aller au delà de nos 100 propositions et aboutir à un ensemble cohérent de mesures destinées à être traduites en actes législatifs et réglementaires, mais aussi dans les programmes scolaires de certaines disciplines.

Il doit être structuré, bien sûr, par filières d'enseignement, mais aussi et surtout par thèmes.

Il y a en particulier 2 grands thèmes qui nous différencient fortement de ceux que met en musique Mr Blanquer sur des paroles de Mr Macron: "Il n'y a d'ailleurs pas une culture française". Eh bien si!

Le premier de ces thèmes c'est l'identité nationale. En termes scolaires cela signifie qu'il faut donner à nos enfants

la conscience qu'être Français, c'est s'inscrire dans une culture millénaire qui a produit, au terme d'un processus douloureux, les valeurs de liberté, d'égalité, de fraternité et j'ajouterai de laïcité avec la loi de 1905.

Aujourd'hui, la première de ces valeurs - la liberté - est menacée, non seulement par le fondamentalisme islamiste mais aussi par une sorte de religion moralisatrice, une dictature de la bien-pensance, avec ses grands prêtres de la morale, ses excommunications et ses rituels de repentance.

J'entends encore Mr Macron ajouter: "Il y a une culture en France; elle est diverse; elle est multiple..." Eh bien non, MrMacron!

Imposer un prétendu "multiculturalisme" aux indigènes français, c'est ouvrir grande la porte à des idéologies qui nient les notions même de liberté et de laïcité.

Ce thème de l'identité nationale peut se traduire dans la pratique scolaire par plusieurs moyens, notamment dans les programmes d'Histoire. Il faut enseigner l'histoire de la France, et non pas celle des "communautés" qui résident en France en 2017. Et cette histoire de France parle: elle parle à l'Europe et elle parle au reste du monde. Que les adeptes de l'"ouverture" se rassurent: il faut aussi parler des autres civilisations, ne serait-ce que pour comprendre ce qu'est la nôtre.

Le second thème qui nous différencie du macronisme ambiant, c'est celui de la réindustrialisation. Alors, disons-le tout de suite, il ne s'agit pas de rouvrir les mines de charbon, mais la France ne pourra pas conserver un minimum d'indépendance sans relocaliser certaines industries sur son territoire. D'autre part, notre économie est trop basée sur les services et pas assez sur l'industrie, ce qui aboutit à un déséquilibre structurel de la balance commerciale et à un taux de chômage insupportable. Si l'on regarde bien le fameux "modèle allemand", il est basé sur des positions industrielles très fortes par exemple en mécanique. Ces positions permettent aux Allemands de développer des activités induites, par exemple dans les services, mais la locomotive c'est l'industrie. Il ne s'agit pas de copier en tout point le modèle allemand, mais pour amorcer la pompe de la reprise industrielle, il faudra permettre aux PME-PMI de se développer et de devenir des ETI (Entreprises de Taille Intermédiaire), puis de grandes entreprises pour certaines.

Par conséquent, une de nos préoccupations principales doit être de bâtir un système d'enseignement professionnel très ambitieux afin de permettre la réindustrialisation et le retour au plein-emploi.

La reconstruction de notre industrie par la base des PME-PMI doit être une opportunité pour que les jeunes, particulièrement ceux des milieux défavorisés, puissent s'intégrer dans la société et progresser dans l'échelle sociale. La véritable égalité c'est cela, et c'est ce qu'ont raté les idéologues de l'égalitarisme qui sévissent depuis bientôt 50 ans.

Nous devons proposer aux jeunes une filière professionnelle qui soit à l'opposé de ce qu'elle est actuellement, c'est à dire une filière de relégation sociale.

Mais nous avons aussi besoin d'affirmer ou de préciser nos positions sur bien d'autres thèmes importants.

Enfin, nous aurons probablement un jour à harmoniser nos propositions sur l'École avec celles d'autres formations politiques dans le cadre d'alliances, et c'est une raison de plus pour nous mettre au travail suffisamment tôt.

Maintenant, comment pourrions-nous définir une procédure permettant d'élaborer et de faire connaître aux Français ce projet pour l'École et pour l'Université?

Pour des raisons pratiques, je propose de nous organiser sur une base départementale en constituant dans chaque section départementale plusieurs groupes de travail par thème. L'objectif de chaque groupe de travail serait de produire un document de synthèse destiné à la présidence du Collectif. J'ai expérimenté ce mode de fonctionnement en Gironde dans le but de fournir des éléments pour les débats de la présidentielle, et nous avons produit 5 documents de synthèse qui ont été transmis au niveau national. Pour élaborer ces documents, j'ai d'abord organisé une réunion destinée à recueillir les propositions des adhérents, et deux thèmes se sont imposés:

"l'autorité" et "les rythmes scolaires". Sur le premier thème, nous étions 5 et nous avons tenu 3 réunions de 2 ou 3 heures chacune. Assez rapidement, le thème "autorité" a été rebaptisé "Comment établir un climat de travail serein dans les établissements secondaires?", ce qui donne une approche plus globale et plus riche. En présentant les propositions de façon très structurée, cela nous a permis d'identifier quelques lacunes et de formuler des propositions nouvelles.

Sur le second thème, c'est à dire les rythmes scolaires en primaire, nous n'avons pas pu aboutir à un consensus, donc nous avons présenté un projet avec une alternative. Pour permettre de trancher, j'ai transmis ce projet à plusieurs secrétaires départementaux (notamment à Jean-Guy), et il semble qu'un consensus devrait se dégager, mais au niveau national.

Le troisième thème consistait à préciser les raisons et les modalités du retour au baccalauréat professionnel en 4 ans et du rapprochement des filières technologiques et professionnelles. Personnellement, c'est le travail qui m'a

paru le plus prometteur, car il pourrait constituer le point de départ d'une réflexion plus complète sur l'enseignement professionnel. C'a été l'occasion d'une collaboration fructueuse avec la section de Haute Garonne, et la synthèse a été élaborée avec Gilbert Dombes, son secrétaire départemental.

Le quatrième thème, lié au précédent, consistait à étudier les modalités de création de "Grandes Ecoles des Métiers" et de classes prépas dites "prépas GEM" qui constitueraient une voie de promotion sociale et en même temps un vivier de cadres et de chefs d'entreprises, notamment dans les ETI.

Enfin, nous avons constitué un petit groupe de travail de 3 personnes sur l'enseignement de la musique, car nous avons la chance d'avoir des gens compétents en Gironde dans ce domaine.

Voilà, cette énumération peut paraître un peu longue, mais elle donne une image concrète de ce que nous pourrions réaliser à l'échelle de chaque section départementale.

Le problème important, c'est bien sûr celui de la coordination.

Le secrétaire départemental a un rôle charnière à tous les stades.

D'abord il doit définir les thèmes à traiter en fonction d'une part des compétences locales, d'autre part de l'ensemble du projet pour l'Ecole.

Ensuite, il me paraît nécessaire qu'il soit présent à toutes les réunions, qu'il en assure le pilotage, et qu'il élabore à chaque étape des documents provisoires qui serviront de base de travail pour la réunion suivante.

Enfin, ce sera à lui de représenter sa section départementale dans les réunions de coordination au niveau national.

Je propose, si vous êtes d'accord, que nous mettions en place un système permettant la communication des documents de synthèse à tous les responsables départementaux. Bien entendu, ces documents sont des documents de travail et ne doivent pas être diffusés hors du Collectif.

Je ne verrais pas d'objection à ce que 2 sections départementales travaillent sur le même thème, soit séparément avec une harmonisation ultérieure au niveau national, soit de manière coordonnée comme nous l'avons fait avec nos amis toulousains.

A mon avis, le mode de fonctionnement doit rester souple et n'exclut pas la création de groupes de travail au niveau régional ou national, à l'initiative des coordinateurs régionaux ou du président.

Il y a enfin un point qui me paraît essentiel, c'est le mode de diffusion de notre projet. La campagne présidentielle a montré qu'il ne fallait pas compter sur les médias, et quand je dis cela c'est un euphémisme.

Il faudra donc que nous contournions les médias, et le seul moyen de le faire efficacement, c'est de rendre notre projet très lisible et très facilement accessible au public, donc qu'il figure en gros sur la page d'accueil de notre site, mais aussi sur la page d'accueil du site de campagne et sur celle du site de notre mouvement.

Pour que chacun trouve facilement ce qui l'intéresse, nous pourrions présenter un texte de synthèse assez court à partir duquel on accéderait à des dossiers et à des sous-dossiers plus détaillés par thème, mais aussi par filière et par niveau, dans une structure en arborescence.

En conclusion, nous avons du pain sur la planche.

Le redressement de l'Ecole et de l'Université constitue un élément essentiel pour le sauvetage de notre pays dont l'unité et l'existence même en tant que nation libre sont menacées, et c'est maintenant qu'il faut s'y atteler, quelques soient les incertitudes du moment.

Nous nous adressons à tous ceux qui partagent nos convictions, qu'ils soient professeurs d'université, instituteurs, professeurs du secondaire, mais aussi agents, contractuels, précaires ou simplement parents d'élèves.

A tous, nous garantissons l'anonymat le plus strict. Par exemple, les réunions de nos groupes de travail se tiendront dans des lieux privés.

Je rappelle aussi qu'il n'est pas nécessaire d'être membre du Front national pour adhérer au Collectif, et que le montant des cotisations est libre pour les non-enseignants.

Voilà, merci pour votre attention et pour vos remarques ou vos questions.